



Le secteur manufacturier au Royaume-Uni

Etude exploratoire Louisa Toubal, 24 mai 2016

Pour certains observateurs et plus encore dans l'opinion publique, le Royaume-Uni n'est plus une grande nation industrielle mais un pays qui a « fait le choix des services » et notamment des services financiers.¹ Les acquisitions de nombreux champions industriels nationaux par des investisseurs étrangers ont conforté cette image d'un pays qui ne produit plus. Dans les faits, il est vrai que le Royaume-Uni a connu une désindustrialisation accélérée au cours des dernières décennies. L'industrie manufacturière ne représente aujourd'hui plus que 10,6 % du PIB britannique, contre 11,2 % pour la France.²

Toutefois, la crise financière de 2008 a fait prendre conscience aux pouvoirs publics britannique des risques d'une trop forte dépendance de l'économie aux services. Le gouvernement a donc promu une politique volontariste pour « rééquilibrer l'économie »³ en faveur du secteur manufacturier. Mais si aujourd'hui le Royaume-Uni affiche des performances macro-économiques enviables, la relance de son secteur industriel marque le pas.

La France et le Royaume-Uni présentent de nombreuses similitudes, tant démographiques qu'économiques, ce qui rend pertinente la comparaison entre les performances des deux pays.

¹ Le président Sarkozy, dans un discours télévisé le 5 février 2009, avait heurté le gouvernement britannique en déclarant : « La Grande-Bretagne n'a plus d'industrie, à la différence de la France. Parce que l'Angleterre, il y a vingt-cinq ans, a fait le choix des services, et notamment des services financiers. »

² Le Royaume-Uni est cependant devant la France si l'on inclut le secteur énergétique et les industries extractives dans l'industrie. Le secteur industriel, dans cette acception élargie, représentait 14,7 % du PIB britannique en 2014 et 13,8 % en France.

³ Discours du Chancelier George Osborne lors de la présentation du budget le 23 mars 2011.

Une désindustrialisation rapide

Un phénomène engagé depuis plusieurs décennies

Depuis plusieurs décennies, le Royaume-Uni a vu s'éroder le poids de sa base industrielle dans l'ensemble de son économie, et ce plus rapidement que les autres pays industrialisés. Ce phénomène est d'autant plus frappant qu'il a longtemps été le pays le plus industrialisé au monde. Concrètement, cela se caractérise par la baisse de la part de l'industrie dans le PIB, des pertes d'emplois industriels, un recul de la part de marché à l'export et un déficit structurel de la balance commerciale. (Tableaux 1 à 4).

Le Royaume-Uni fait même partie des pays dont la valeur ajoutée manufacturière baisse maintenant en volume : le décrochage consécutif à la crise de 2008 n'a été rattrapé que pour moitié, et la valeur ajoutée stagne à un niveau inférieur de celui de 1995.⁴

Cette désindustrialisation est schématiquement liée à deux phénomènes : l'entrée dans le jeu du commerce mondial de nouveaux acteurs (notamment les BRIC) et une transformation du pays en une économie de services.

La désindustrialisation du Royaume-Uni n'est pas un phénomène récent. Depuis les années 1960, le secteur cumule des handicaps structurels (taille insuffisante des entreprises ne permettant pas des économies d'échelle, rigidité des syndicats pour faire évoluer les conditions de production, faiblesse des investissements industriels, faible productivité, etc.)⁵. Ceux-ci se confirment dans années 1970 : le nombre d'emplois industriels passe de 8,5 millions en 1966 à 7,4 millions en 1979.

Un choix politique en faveur d'une économie de services

Les années 1970 sont également marquées par l'abandon des plans de développement sectoriels. La politique industrielle s'efface progressivement derrière des instruments traditionnels de régulation macro-économique.

L'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir en 1979 consacre l'entrée du pays dans une ère post-fordiste : retrait de l'État-providence, dérégulation des marchés (avec notamment la possibilité pour les groupes étrangers de racheter 100 % des actions d'entreprises cotées britanniques), privatisation de grandes entreprises publiques et affaiblissement des syndicats. La politique restrictive menée de 1979 à 1981 (suppression des aides à l'industrie, hausse des taux d'intérêt, surévaluation de la livre) conduit

⁴ Source : Trading Economics

⁵ Barou Y. Contrainte extérieure et déclin industriel au Royaume-Uni. In: Economie et statistique, N°97, Février 1978. pp. 75- 91.

à sacrifier une partie de l'industrie au profit du secteur tertiaire et plus particulièrement de la City, place financière internationale.

Dans les années 1980, l'industrie britannique souffre particulièrement de sa faible rentabilité, accentuée par la hausse des coûts de production et le vieillissement de l'appareil productif, lui-même produit d'un faible taux d'investissement. Le développement de produits nouveaux est handicapé par les rigidités de l'offre : faute de restructurations et d'adaptations suffisantes, les industriels sont de moins en moins capables de s'adapter aux mutations des marchés internationaux. La dépendance de l'économie britannique vis-à-vis de l'étranger est de plus en plus vive. La longue tradition favorable au libre-échange et l'ouverture économique aux capitaux étrangers favorisent la forte pénétration des importations étrangères, qu'il s'agisse des biens de consommation, des biens d'équipement ou des biens intermédiaires.

Les fermetures d'entreprises et les réductions d'effectifs sont massives au début des années 1980, et à nouveau au début des années 1990, notamment dans les secteurs traditionnels comme l'automobile, l'acier, les charbonnages, la construction navale, le textile.

Quand les investissements étrangers renforcent la base industrielle

L'implantation progressive d'investisseurs étrangers permet dans une certaine mesure de reconstituer certains secteurs industriels (automobile, aéronautique, pharmacie), qui font figure aujourd'hui d'atouts pour le pays.

C'est tout particulièrement le cas du secteur automobile. Donnée pour mort avec la faillite de Rover en 2005, il est un exemple parlant du rôle majeur joué par les investisseurs étrangers au Royaume-Uni. Des groupes comme Nissan ou Tata ont réalisé des investissements considérables dans les capacités de production et en R&D⁶. Ces derniers ont notamment développé une expertise croissante dans le *ultra low carbon*, grâce à des partenariats noués avec l'État et les universités. Tout ceci a permis de réorienter la production vers une offre *premium* tournée vers l'exportation. La valeur moyenne des voitures exportées depuis le Royaume-Uni a doublé au cours des dix dernières années et le déficit commercial sur le segment des véhicules particuliers est passé de 17,4 Md\$ en 2007 à 6,5 Md\$ aujourd'hui. À l'inverse, la France a vu son déficit se dégrader de 6 Md\$ entre 2007 et 2014. Le Royaume-Uni est ainsi devenu en 2015 le troisième constructeur de voitures en Europe derrière l'Allemagne et l'Espagne.

Le retour de la politique industrielle ?

⁶ On note que les dépenses privées de R&D dans le secteur automobile ont été multipliées par trois entre 2005 et 2014.

L'économie britannique a été particulièrement touchée par la crise de 2008, qui a mis en évidence la forte dépendance du pays au secteur financier. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement affiche depuis une volonté de « rééquilibrer » l'économie en faveur de l'industrie et des exportations. Le Royaume-Uni, qui n'avait pas explicitement de politique industrielle, a présenté en 2009 et 2011 des plans de mesures horizontales et sectorielles, accompagnés d'un « plan pour la croissance ».

La politique industrielle repose globalement sur sept axes : l'allègement de la fiscalité des entreprises et de la réglementation, l'accès au financement des PME, le soutien à onze filières stratégiques⁷ et aux technologies émergentes, l'investissement dans la R&D, le développement d'une main d'œuvre qualifiée et flexible, l'attribution de marchés publics aux PME et le développement des *supply chains*.

Il serait intéressant de regarder quels moyens financiers le Royaume-Uni, pays prônant une approche non interventionniste et transversale, alloue concrètement aux politiques sectorielles.

S'il est encore trop tôt pour évaluer la portée réelle de l'ensemble des mesures, le Royaume-Uni reste confronté à de nombreux défis qui s'apparentent pour certains à ceux de notre pays. Il est ainsi intéressant de suivre les initiatives mises en œuvre par le gouvernement pour porter le changement.

Les défis de l'industrie britannique : des mesures adaptées aux enjeux ?

Une croissance improductive

Pour sortir de la crise, le gouvernement de David Cameron a fait le choix d'une politique d'austérité sans précédent depuis l'ère Thatcher, qui s'est traduite par des coupes drastiques des dépenses publiques : baisse des emplois publics, réduction des prestations sociales, etc. En parallèle, il s'est attaché à flexibiliser le marché du travail et à soutenir les entreprises, en allégeant la pression fiscale⁸ et en simplifiant la réglementation⁹.

Le bilan de cette politique fait l'objet de nombreux débats. Les performances économiques du Royaume-Uni sont très bonnes en 2015 : le pays affiche en 2015 un taux de croissance du PIB de 2,3 % et un taux de chômage à 5,4 % mais pour certains observateurs, la croissance au Royaume-Uni reste fragile. Elle serait en effet en grande partie liée à l'action de la Banque d'Angleterre, qui a tiré les taux d'intérêt vers le bas et ainsi permis une relance de la consommation des ménages en améliorant

⁷ L'aérospatiale, les technologies agricoles, l'automobile, la construction, l'économie de l'information, l'éducation internationale, les sciences de la vie, le nucléaire, l'éolien offshore, le pétrole et le gaz, les services professionnels et d'affaires.

⁸ Depuis 2010, le taux d'impôt sur les sociétés a été progressivement abaissé de 28 % à 20 %, le taux désormais le plus faible des pays du G20. Il serait amené à 18 % en 2020.

⁹ Toute nouvelle réglementation d'un ministère ne peut être introduite sans en supprimer deux fois l'équivalent en charges pour les entreprises. Grâce à ce dispositif, le coût réglementaire sur les entreprises a déjà baissé de plus de 2 milliards par an et cette baisse va se poursuivre d'année en année. Le *Red Tape Challenge* a déjà identifié un milliard supplémentaire d'économies possibles.

les conditions d'accès au crédit. La contribution de l'investissement des entreprises à la croissance reste faible.

Surtout, la productivité britannique a fortement chuté en 2008. Elle reste, aujourd'hui encore, inférieure à son niveau d'avant-crise et très décalée par rapport à celle des pays concurrents. En 2014, la productivité horaire britannique est inférieure de 36 % à celle de l'Allemagne et de 31 % à celle de la France. Or, les gains de productivité sont sur le long terme la principale source de hausse du niveau de vie d'une population, et le vecteur de croissance le plus soutenable. (Graphique 1)

La baisse des salaires réels britanniques entre 2008 et 2014, accentuée par une augmentation de la population active, a en effet orienté les entreprises vers des processus plus économes en capital et moins en travail¹⁰. En particulier, elles n'ont pas réduit leurs effectifs pendant ni après la crise¹¹. En outre, les réformes structurelles ont porté sur les règles de départ à la retraite et d'éligibilité aux minima sociaux. Au total, la progression des emplois a concerné en priorité des personnes peu qualifiées, ayant une productivité inférieure à la moyenne.

À contrario, il semble que le développement de la proportion de non-salariés et de contrats à temps partiels ou « zéro heure »¹² n'explique que marginalement la baisse de productivité.

Un investissement productif trop faible

Le recul du taux d'investissement depuis la crise s'explique par les changements de pratique des banques, beaucoup plus réticentes à prêter aux entreprises et plus particulièrement aux PME. Elles ont notamment dû faire face à de nouvelles réglementations en matière de capitalisation (Bâle III). En 2008, le taux de croissance annuel des prêts aux entreprises a diminué de moitié¹³.

Les investissements industriels rapportés au PIB se situent, depuis plus d'une quinzaine d'années, à un niveau inférieur à ce que l'on observe dans les principaux pays européens, à l'exception de l'Italie (Graphique 2). Le Royaume-Uni souffre notamment de la faible pénétration de robots, qui permettraient d'améliorer la productivité industrielle. Selon l'International Federation of Robotics, on comptait en effet 66 robots pour 10 000 salariés en 2013, contre 125 en France.

Pour pallier ces difficultés, le gouvernement a mis en place plusieurs programmes visant à soutenir le crédit au secteur privé, comme le *Funding for Lending Scheme*¹⁴, couplés à des dispositifs de déduction d'impôt¹⁵ en faveur de l'investissement productif.

¹⁰ INSEE, 2013, « A la recherche de la productivité britannique perdue », Note de conjoncture de Décembre 2013. R. A. L. Jones, 2015, "Innovation, research and development, and the UK's productivity crisis", University of Sheffield

¹¹ Ce phénomène est appelé « l'énigme de la productivité » ou encore le « productivity puzzle ».

¹² Les contrats « zéro heure » permettent aux employeurs de ne garantir aucun temps de travail minimum à leurs employés.

¹³ BoE, April 2009, *Trends in Lending*

¹⁴ Le FLS permet aux établissements financiers qui augmentent leurs prêts à l'économie d'emprunter des bons du Trésor à des taux privilégiés auprès de la Banque d'Angleterre. Il a été créé en juillet 2012, initialement pour une durée de deux ans, et sera prolongé jusqu'en janvier 2018. Il concernait à l'origine les prêts aux ménages et aux entreprises mais ce champ a été réduit, d'abord aux seuls prêts aux entreprises, puis aux seules PME. Le FLS a permis d'accorder pour 63,6 Md£ de prêts à l'économie depuis sa création.

On note toutefois que les incertitudes entourant la question du Brexit pèsent sur les comportements des chefs d'entreprises. De plus, le développement de l'automatisation et de la robotique ne fait pas l'objet de mesures ciblées ; les industriels britanniques¹⁶ déplorent que les financements soient focalisés sur les programmes de recherche de quelques secteurs comme l'automobile et l'aéronautique.

Un manque de qualification et de compétences

Le Royaume-Uni manque de plus en plus de main d'œuvre qualifiée pour pourvoir les nouveaux postes créés par la croissance, d'autant que David Cameron a durci sa politique d'immigration. Selon le rapport 2015 *The UK Commission for Employment and Skills*¹⁷, 30 % des postes vacants dans le secteur manufacturier seraient liés à un manque de compétences, notamment pour des fonctions d'opérateurs qualifiés (fabricants d'outils, machinistes...), d'ingénieurs (professionnels de l'informatique, chimistes, chercheurs scientifiques...) et de managers (directeurs d'usine, chefs de département...), autant de postes clés pour réussir la transition vers l'industrie du futur. L'enquête de l'UKCES révèle également que la part des employés ne disposant que partiellement des compétences requises pour leur poste est passée de 5,9 % en 2013 à 7,2 % en 2015.

Les enquêtes de l'OCDE permettent d'approfondir l'analyse sur cette question. L'enquête PISA montre en effet que, si le niveau d'éducation supérieure¹⁸ est largement au-dessus de la moyenne OCDE, le niveau moyen des élèves britanniques du secondaire (évalué sur trois compétences : écrit, mathématiques et sciences) se situe juste au-dessus, soit à un plus faible niveau que celui de la France pour l'écriture et les mathématiques. L'enquête PIAAC¹⁹, qui regarde le niveau de compétence des jeunes actifs récemment sortis du système scolaire, révèle un niveau très faible en lecture et en calcul auprès des 25-34 ans est très faible. On note que de son côté la France affiche de plus mauvaises performances dans ces deux domaines en bonne partie imputables aux résultats des 45-65 ans, tandis que les 16-44 ans obtiennent des scores plus proches de la moyenne (bien que toujours inférieurs à cette dernière et aux résultats britanniques).

Différentes mesures prises par le gouvernement visent à adapter le système de formation aux besoins des entreprises. Parmi les moyens identifiés, on trouve la réforme du système d'apprentissage²⁰ (amélioration du système de financement, élévation de la qualité de l'enseignement professionnel avec un accent porté sur l'acquisition de solides bases en mathématiques et en anglais), le développement des formations industrielles dans l'enseignement supérieur, des financements dédiés au rapprochement entre l'offre et les besoins de formations (*Employer Ownership of Skills program*). On note également

¹⁵ L'*Enterprise Investment Scheme*, qui existait déjà, permet de déduire de son impôt une partie du montant investi dans une entreprise. En relevant le taux de 20 % à 30 %, le gouvernement a fait passer de 600 millions à plus d'un milliard de livres l'investissement annuel, *via* ce dispositif, dans les petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, le nouveau *Seed Enterprise Investment Scheme* accorde 50 % de déduction d'impôt sur le revenu pour les investissements dans les entreprises en début d'existence et de moins de 25 salariés. Ce dispositif a permis d'investir 80 millions de livres en 2012-2013 dans environ un millier de startups.

¹⁶ Barclays, 2015, « Future-proofing UK manufacturing », novembre.

¹⁷ UKCES, 2015, « UK Employer Skills Survey 2015: UK results ».

¹⁸ En 2015, 41,6 % de la population âgée entre 25 et 64 ans est diplômée de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni, contre seulement 34,1 % en France.

¹⁹ [http://www.oecd.org/site/piaac/Country%20note%20-%20France%20\(FR\).pdf](http://www.oecd.org/site/piaac/Country%20note%20-%20France%20(FR).pdf)

²⁰ Ces réformes ont permis d'accroître le nombre d'apprentis de 500 000 à plus de 800 000 depuis 2009.

que le département *Business Innovation and Skills* encourage les carrières dans l'industrie à travers des programmes tels que *Make it Britain*, lancé en novembre 2011, et *See Inside Manufacturing*.

Un déficit de R&D

La moindre productivité de l'industrie britannique peut s'expliquer en partie par un moindre effort des entreprises en matière de R&D. Dépenses publiques et privées confondues, l'effort de R&D au Royaume-Uni est plus faible que celui des principaux pays européens (1,6 % du PIB contre 2,2 % en France en 2013, cf. Graphique 3).

Côté public, ce retrait du Royaume-Uni est fortement lié aux coupes budgétaires des années 1990. Côté privé, il est le reflet de la prééminence de secteurs d'activité traditionnellement moins actifs en R&D (industries extractives, services)²¹. Notons que la moitié des dépenses en R&D privées sont le fait d'entreprises à capitaux étrangers (elles contribuent à 51,8 % des dépenses en R&D en 2014 contre 26,8 % en 1993) qui sont localisées dans des secteurs high tech : pharmacie, automobile, aéronautique²².

Malgré ce faible investissement en R&D, le Royaume-Uni se classe en 2015, pour la deuxième année consécutive, au 2^e rang de l'Indice mondial de l'innovation²³ derrière la Suisse, quand la France est au 21^e rang. Le pays est particulièrement performant pour la qualité de ses universités (1^{er} du classement des universités), les citations d'articles scientifiques (1^{er} avec les États-Unis) et la collaboration entre les équipes de recherche universitaires et industrielles (4^e rang). Le Royaume-Uni se démarque également pour la qualité des infrastructures en termes de TIC (3^e). Il serait intéressant de creuser ces résultats en apparence contradictoire.

Depuis 2010, le financement public de la recherche fondamentale a été marqué par une meilleure définition des priorités et par l'accélération du transfert, de l'exploitation et de la commercialisation des résultats. L'accent a été porté sur l'intensification des collaborations entre entreprises et universités, avec notamment la création en 2011 des centres *Catapult* sur le modèle des instituts Fraunhofer allemands et des instituts Carnot français. Les projets *Catapult* sont retenus sur la base de plusieurs critères, parmi lesquels l'existence de moyens de recherche de pointe ou la possibilité d'attirer des entreprises internationales sur le territoire britannique. Les technologies retenues ne se limitent pas à l'automatisation, la « production flexible » ou les systèmes numériques appliqués à l'industrie mais portent aussi sur les nouveaux matériaux, le traitement de surface, etc.

Plusieurs autres dispositifs ont été mis en place. Le *Eight Great Technologies Programme* soutient le développement de technologies émergentes : 49 millions d'euros ont été investis pour soutenir des clusters de recherche en robotique et en systèmes autonomes, 63 millions d'euros pour le développement de nouveaux composites, 265 millions d'euros, enfin, ont été alloués à la recherche sur

²¹ J. Mauduit-Malka et A. Prost, 2007, « Le paysage de la R&D industrielle britannique », ambassade française au Royaume-Uni.

²² Selon l'ONS, en 2014, les dépenses privées en R&D se concentrent dans la pharmacie (20% des dépenses privées des totales), l'automobile (11,5%) et l'aéronautique (8,5%).

²³ Université Cornell, l'INSEAD et l'OMPI, 2015, The Global Innovation Index.

le *big data* et le développement d'ordinateurs économes en énergie. Le *Small Business Research Initiative* fournit aux petites et moyennes entreprises innovantes une aide financière pour commercialiser leurs idées.

Une offre insuffisamment adaptée à l'évolution de la demande

Tous les éléments cités plus haut (faiblesses des investissements productifs, dépenses de R&D en retrait, manque de main d'œuvre qualifiée) pèsent sur la capacité des entreprises à proposer une offre différenciée, de qualité, à même de répondre à la demande mondiale. De plus, le Royaume-Uni souffre d'une mauvaise orientation des échanges vers les pays émergents et – dans une moindre mesure que la France – d'un nombre insuffisant d'entreprises moyennes. On remarque ainsi que les exportations manufacturières n'ont pas augmenté entre 2007 et 2008, en dépit d'une dépréciation d'environ 20 % de la livre sterling (d'autres facteurs, comme la faible croissance enregistrée en zone euro, premier partenaire commercial du pays, ont pu jouer).

Les faiblesses à l'export de l'offre industrielle britannique présentent de nombreux points communs avec celles de l'industrie française. La spécialisation sectorielle du Royaume-Uni est d'ailleurs très proche de celle de la France (agroalimentaire, aéronautique, automobile, construction navale, pharmacie...). Si le déficit commercial britannique se situe au même niveau que celui de la France, celui de la balance des biens est presque deux fois plus importants que celui de notre pays (157,9 Mds d'euros contre 84 Mds en France). En revanche, le Royaume-Uni peut compter sur un excédent des services trois fois plus importants (114 Mds d'euros dans les services contre 39 Mds en France).

La pénétration étrangère sur le marché intérieur britannique est donc à la fois forte et croissante. La désindustrialisation du Royaume-Uni a en effet entraîné la perte de nombreux savoir-faire et l'érosion du tissu local de sous-traitants, à même de répondre aux besoins du marché domestique. Dans le secteur automobile par exemple, 60 % des composants sont importés contre 40 % en France et en Allemagne en 2012.

Comme la France l'a fait avec Ubifrance, le Royaume-Uni cherche à restructurer son offre d'accompagnement des entreprises à l'export, avec des actions ciblées sur quelques marchés et secteurs clés. Parallèlement, pour contrer la concurrence des pays à bas coûts, le pays souhaite se différencier en misant sur la « servitisation » de son industrie, c'est-à-dire sur la fourniture de services associés aux produits vendus (à titre d'exemple, Rolls Royce tire 49 % de ses revenus de la vente de services). Enfin, le gouvernement a lancé le *Advanced Manufacturing Supply Chain Initiative* afin de développer écosystèmes de fournisseurs et sous-traitants sur le territoire national.

Conclusion

Compte tenu de la tradition non interventionniste du pays, la politique industrielle britannique n'a pas pris la forme d'un plan d'urgence pour l'industrie, qui aurait soutenu les entreprises dans leurs projets

d'investissement, comme cela a pu s'observer dans la plupart des pays d'Europe continentale. La stratégie industrielle a consisté à déployer des mesures horizontales, couplées à un soutien à quelques secteurs où le pays disposait d'atouts majeurs.

S'il est encore trop tôt pour évaluer la portée de l'ensemble de ces mesures, force est de constater que l'économie du Royaume-Uni demeure profondément déséquilibrée en 2015. La consommation des ménages est le principal moteur de l'activité, bien avant les exportations ou l'investissement des entreprises. Le pays doit relever de nombreux défis, liés aux faiblesses structurelles du secteur. Les mesures mises en place ont le mérite de bien les identifier. Le Royaume-Uni n'hésite d'ailleurs pas à s'inspirer d'autres pays (Allemagne, France, États-Unis) pour ajuster régulièrement sa stratégie. Le Royaume-Uni conserve par ailleurs un certain nombre d'atouts (quelques secteurs *high tech* florissants, force des partenariats public-privé dans la recherche, qualité de l'enseignement supérieur, climat d'affaires, etc.) et a souvent montré une forte capacité de rebond. La renaissance du secteur automobile en témoigne.

Ce premier état des lieux permet de formuler quelques pistes d'approfondissement.

Premièrement, il permet de revenir sur le débat qui porte sur la pertinence des politiques industrielles. La prise de conscience du gouvernement britannique de la nécessité de réhabiliter l'industrie est un signe fort du rôle de ce secteur pour asseoir une croissance économique de long terme. Par ailleurs, compte tenu du poids des services dans l'économie, relativement similaire à celui que l'on observe en France, il sera intéressant de suivre la stratégie britannique pour renforcer les interactions entre ces deux sphères d'activité. De plus en plus d'entreprises industrielles, en effet, produisent à la fois des biens et des services. Une étude du CEPII montre que, lorsqu'elles s'engagent dans la production de services, les entreprises manufacturières accroissent en moyenne leur taux de marge de 4 % à 5 %, leur emploi de 30 %, leurs ventes totales de près de 4 % et la production de biens de plus de 3,5 %.²⁴

Deuxièmement, ces premières investigations mettent en exergue deux stratégies opposées de sortie de crise. Le Royaume-Uni semble avoir fait le choix de l'emploi, quitte à grever sa productivité, en flexibilisant au maximum son marché du travail, tandis que la France a souhaité contenir son taux de pauvreté en sauvegardant notamment son système de prestations sociales. Dans le contexte français actuel, l'analyse de la politique d'emploi britannique mérite d'être approfondie afin d'évaluer objectivement les atouts et contraintes qu'elle confère au secteur manufacturier.

Troisièmement, le Royaume-Uni est reconnu pour son climat d'affaires particulièrement propice au développement des entreprises. Il semblerait que les montants publics alloués à la stratégie industrielle soient faibles, relativement aux programmes des principaux autres pays, et compensés par un soutien fiscal aux entreprises. Est-ce le cas ? Comment a été financée cette politique de soutien fiscal aux entreprises ? Quels sont les retours sur investissement ? La France peut-elle s'inspirer de la stratégie fiscale britannique pour réduire son taux de chômage et relancer sa croissance ?

Quatrièmement, le Royaume-Uni comme la France souffrent d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Le Royaume-Uni a développé un certain nombre d'initiatives, notamment pour encourager l'apprentissage, dont l'analyse pourrait être enrichissante pour notre pays.

Enfin, cet état des lieux interroge sur la place que peuvent prendre les groupes multinationaux dans la politique industrielle. Le cas du Royaume-Uni est particulièrement intéressant pour évaluer le lien

²⁴ M. Crozet, E. Milet, 2014, The Servitization of French Manufacturing Firms, Cepii, Working paper, N°10, mai.

entre les investissements directs étrangers et la performance des entreprises et plus globalement le rôle que ces derniers jouent pour porter la croissance.

Annexes statistiques

Tableau 1.

Part de l'industrie manufacturière dans le PIB

	1970	2014
Royaume-Uni	27 %	10,6 %
France	22,3 %	11,2 %
Etats-Unis	23,6 %	12,1 %
Allemagne	34,3 %	22,6 %
Italie	26,1 %	15,4 %

Source : ONU

Tableau 2.

Part de l'emploi manufacturier

	1997	2014
Royaume-Uni	15,6 %	8,1 %
France	14,6 %	9,9 %
Etats-Unis	N.D	N.D
Allemagne	20,3 %	17,5 %
Italie	20,6 %	16 %

Source : Eurostat

Tableau 3.

Part de marché à l'exportation

(produits manufacturés)

	1997	2014
Royaume-Uni	5,8 %	2,9 %
France	6,1 %	3,7 %
Etats-Unis	13,7 %	9,5 %
Allemagne	11 %	10,5 %
Italie	5,3 %	3,6 %

Source : OMC

Tableau 4.

Rang à l'exportation

(total des marchandises)

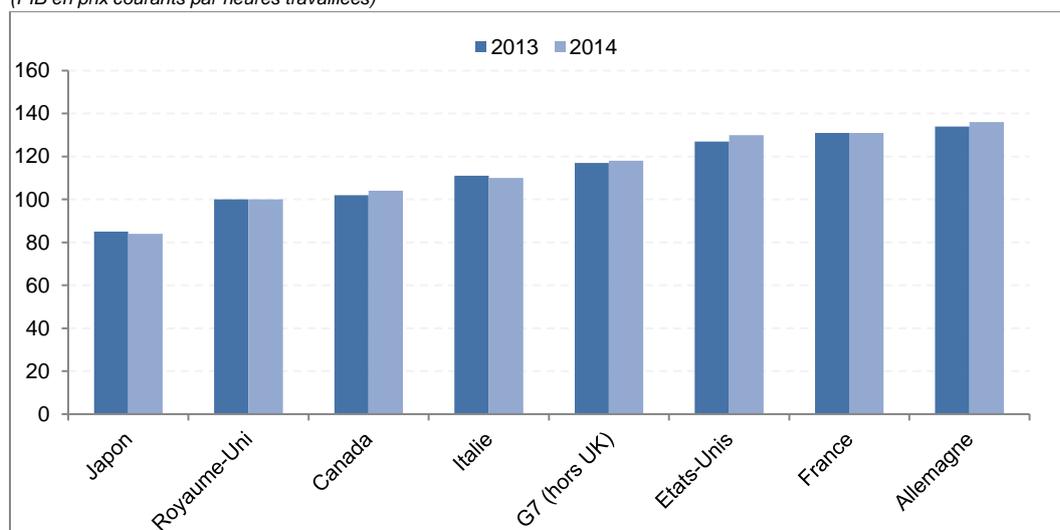
	1980	2014
Royaume-Uni	5 ^{ème}	10 ^{ème}
France	4 ^{ème}	6 ^{ème}
Etats-Unis	1 ^{er}	2 ^{ème}
Allemagne	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Italie	7 ^{ème}	8 ^{ème}

Source : Eurostat

Graphique 1.

Productivité horaire

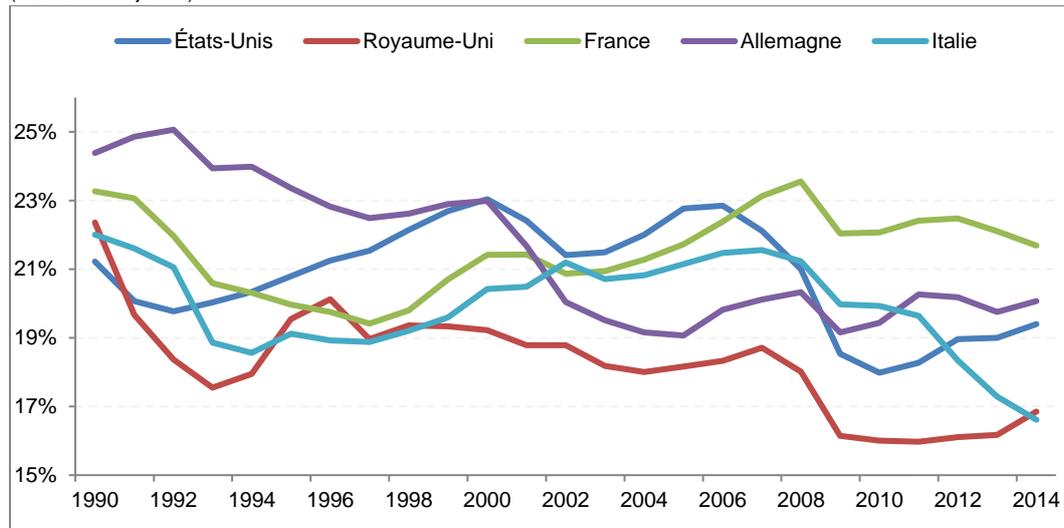
(PIB en prix courants par heures travaillées)



Source : OCDE

Graphique 2.

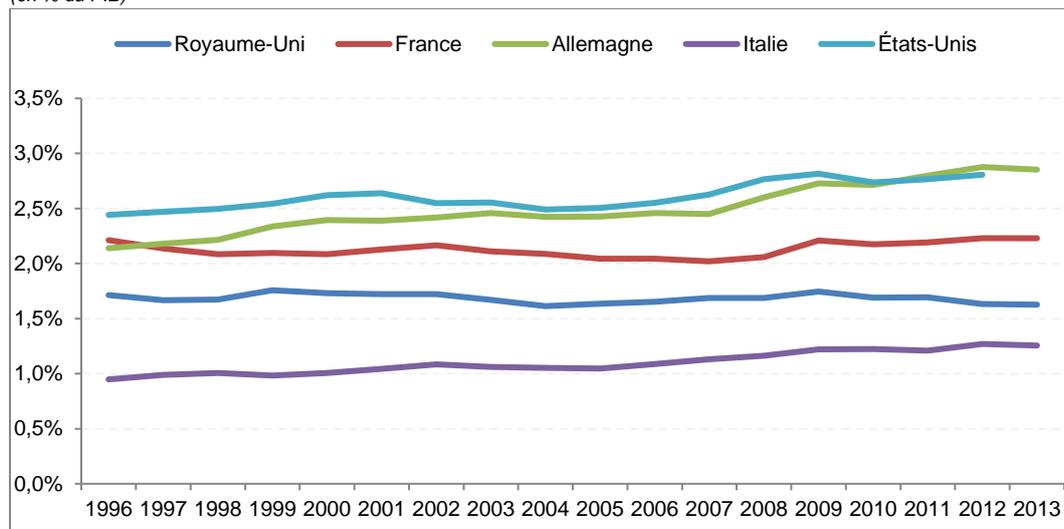
Taux d'investissement
(FBCF/valeur ajoutée)



Source : Banque mondiale

Graphique 3.

Dépenses en recherche et développement (publique et privées)
(en % du PIB)



Source : Banque mondiale